

Questions-clés pour la politique climatique suisse

Notes préparées par Philippe Thalmann pour le débat du 5 septembre 2019: La Terre brûle-t-elle?

1) La Suisse doit-elle **s'engager** pour la protection du climat?

Le CF et le Parlement ont répondu avec la signature et la ratification de l'Accord de Paris. En fait depuis 1999 avec la première loi sur le CO₂. Et même avant, 1990, puisque le Programme Energie 2000 avait déjà un objectif de stabilisation des émissions de CO₂. Mais il y a encore beaucoup de politiciens influents qui déclarent que la Suisse en a fait assez ou que ses efforts ne servent à rien.

2) Avec **quelle intensité** la Suisse doit-elle s'engager pour la protection du climat? Donc quel **objectif** pour les émissions de GES

En fait, deux questions: (a) Quelle réduction globale (parce que la Suisse ne décide pas toute seule du climat) et (b) Quelle part de cette réduction en Suisse?

(a) Déjà plus difficile. Quelles sont les modifications du climat que nous sommes prêts à accepter? Quel réchauffement global par rapport à l'ère préindustrielle (+2°, +1.5°)? Pas de réponse facile. La communauté scientifique nous dit: le moins possible et que les risques deviennent déjà considérables pour de nombreux écosystèmes à +1.5°. Quand on voit les effets des +1° actuels, on a envie de penser que même cela c'est trop. Mais il n'y a pas que l'analyse des climatologues, il y a aussi les coûts que cela demande pour freiner le réchauffement... On va vers un consensus de +1.5°. Et pour avoir une bonne chance de ne pas dépasser ce +1.5°, il y a un budget global d'émissions de GES encore permis (environ 420 GtCO₂, soit 10 fois les émissions globales annuelles actuelles). Des sentiers plausibles de réduction des émissions indiquent que ce budget sera épuisé vers 2050. Donc il faut une neutralité climatique globale vers 2050.

(b) Ça aussi c'est difficile. La Suisse ne fait pas partie des pires émetteurs, mais elle a beaucoup émis historiquement. Et c'est beaucoup plus facile pour elle de décarboner, pour commencer parce qu'elle ne possède pas de ressources en énergie fossile. Donc au plus tard en 2050, certains calculent qu'il serait équitable que ce soit en 2030 déjà, voire avant.

3) Quel **sentier** pour atteindre l'objectif?

Plus on attend, plus il faudra réduire fortement plus tard et compter sur des émissions négatives... Il y a des arguments en faveur d'attendre (plus d'information, meilleures solutions), mais il y a aussi un grand risque de procrastination.

4) **Comment engager** la Suisse sur ce sentier?

Avant de plonger dans les mesures pratiques individuelles, je pense qu'il faut discuter de questions de principes. Par exemple:

- Que faire si la majorité de la population ne veut pas fournir cet effort en faveur des générations futures? C'est l'enjeu du concept de crise climatique: les autorités pourraient mobiliser les efforts comme pendant une crise sécuritaire. Et si les autorités ne veulent pas fournir cet effort?
- Croissance économique verte – on mise sur la technologie – ou décroissance – on mise sur la sobriété?
- Conserver le système socio-économique actuel ou viser une transformation?
- Limiter les efforts de la Suisse à la Suisse ou collaborer avec le reste du monde?
- Miser sur les mesures douces ou sur les mesures dures? (voir plus bas)

5) Quels **objectifs sectoriels**?

En d'autres termes: qui doit faire quoi?

Exemple d'objectifs sectoriels: décarboner rapidement le chauffage des bâtiments, électrifier la mobilité, désinvestir la finance des énergies fossiles.

Pour fixer ces objectifs, il faut une réflexion sur la répartition des efforts, qui nous confronte à des questions difficiles de faisabilité et d'équité.

6) Quelles **mesures concrètes**?

Mesures douces : information, communication, éducation, *nudges*, subventions, conditions des marchés publics, critères ESG, innovation, efficacité accrue et réduction des déchets.

Mesures dures : taxes, plafonnement et échange, interdictions, exigences.

Un autre mode de vie : le bonheur par la suffisance.

Ce que j'ai décrit, mes six questions successives, correspond à une approche de planification *top down* idéalisée.

La première chose à relever, c'est qu'en pratique on n'avance pas de façon aussi linéaire – ce qu'on décide sur les moyens a une incidence sur l'objectif. En effet, si on constate qu'il est facile de réduire les émissions de GES, on peut se fixer un objectif plus ambitieux. Si on mise sur le progrès technique, on va choisir un sentier qui est d'abord plat puis rapidement dégressif, puisqu'il faut d'abord concentrer nos efforts sur la recherche et réduire les émissions quand nous aurons les solutions techniques.

Comme il est très difficile de se mettre d'accord sur des réponses à ces questions, surtout la troisième du sentier de réduction et la quatrième des principes d'engagement sur ce sentier, on adopte souvent une approche pragmatique, *bottom up*. C'est d'ailleurs la même chose pour la répartition internationale des efforts de réduction – n'attendons pas un accord mondial sur ce qu'elle devrait être!

L'approche *bottom up* cherche directement des mesures et des solutions pour réduire nos émissions de GES. La loi sur le CO₂ en est un bel exemple. Les objectifs ont été fixés en copiant l'UE. Les mesures ont été décidées par de savants arbitrages politiques. Le résultat est un appareil qui est loin d'être efficace au sens de permettre de réduire les émissions aux moindres coûts et d'engager le pays sur le sentier de la décarbonation totale. Mais il a le mérite d'exister et d'avoir déjà conduit à une (petite) réduction des émissions malgré la croissance démographique et économique.

Dans cette logique *bottom up* et pragmatique, il n'est pas si important de trouver les solutions les plus efficaces ou même les plus équitables. Il faut trouver des solutions qui vont dans la bonne direction, qui permettent de récolter au moins les fruits faciles à cueillir; des solutions qui ont encore d'autres effets favorables (moins de pollution, moins de dépendance aux importations), qui lancent une dynamique d'amélioration, qui peuvent intéresser d'autres acteurs et les encourager à les reprendre.

Cette approche *bottom up* est aussi très laborieuse et fastidieuse. Il y a une bataille pour chaque mesure. Ses avocats doivent toujours démontrer qu'elle fait sens par rapport aux premières questions. Les adversaires font référence à l'approche *top down*, à des grands principes généraux (liberté économique), mais ils ne sont souvent pas prêts à participer à un effort de répondre calmement et une fois pour toute à ces questions.

Alors, ***top down* ou *bottom up***?

Manifestement **les deux**.

Sommes-nous **capables** comme société de nous **mettre d'accord** sur des réponses aux premières grandes questions, en intégrant dans la décision les intérêts des générations futures, ou même simplement des autres peuples de la planète? En Suisse, nous avons réussi à répondre à la première. Nous discutons actuellement de la deuxième: neutralité carbone en 2050, 2030? Nous avons à peine abordé la 3^{ème}, celle de la pente du sentier de réduction. Nous nous déchirons sur la 4^{ème}, sur les principes fondamentaux de l'intervention politique.

Ma proposition pour avancer dans cette approche *top down*: développer une **vision** de la société post-carbone, capable de mobiliser la population et les entreprises. Par exemple: une Suisse sans cheminées, sans pots d'échappement, beaucoup moins de pollution de l'air et de bruit, une Suisse où on vit en meilleure santé et avec plus de joie. Les adversaires de la protection du climat mobilisent d'ailleurs une **vision apocalyptique** du monde post-carbone: douches froides, maisons froides, plus de voitures individuelles, plus de viande, etc.

Mais il ne faut **pas attendre** d'être d'accord sur la vision pour prendre des mesures pratiques. Beaucoup de mesures font sens et sont même nécessaires quelle que soit

la réponse aux grandes questions. Par exemple, supprimer très rapidement toutes les subventions pour des activités nuisibles au climat. Eviter les gaspillages (d'énergie, de nourriture).

Ma proposition pour avancer dans cette approche *bottom up*: se mettre d'accord sur des critères qui permettent d'orienter la mise en place de mesures favorables au climat. Par exemple:

- La mesure doit être conforme au principe de causalité (pollueur-payeur)
- Il faut prévoir des compensations pour les ménages défavorisés
- Il faut aider les personnes et entreprises qui ne peuvent pas réduire leurs émissions de GES par leurs propres moyens
- Il faut utiliser les recettes générées par des instruments incitatifs pour renforcer leur effet incitatif
- Il faut prendre en compte et éviter les effets rebond
- Il ne faut pas que la mesure de réduction en Suisse conduise à plus d'émissions à l'étranger